



Améliorer les structures plutôt qu'augmenter les subventions

Le Conseil national a augmenté les dépenses consacrées à l'agriculture. Il a relevé de 60 millions au total les aides pour la production végétale et à l'exportation des produits agricoles transformés (Schoggigesetz), ainsi que les paiements directs généraux. Au lieu d'augmenter les subventions, il vaudrait mieux améliorer les structures. Une politique agricole protectionniste occasionne des coûts élevés pour l'économie suisse et empêche l'agriculture de conquérir à temps des marchés d'exportation. economie suisse s'oppose résolument à cette augmentation du budget.

Dans le cadre de ses délibérations sur le budget 2013, le Conseil national a accepté trois propositions minoritaires réclamant la hausse des ressources consacrées à l'agriculture. Les contributions à l'exportation de produits agricoles transformés (Schoggigesetz) et les aides pour la production agricole sont relevés de 15 millions chacune, tandis que les paiements directs généraux en faveur de l'agriculture reçoivent une rallonge de 30 millions. Les contributions aux exportations compensent un désavantage compétitif sur le plan des matières premières, qui serait bien moindre avec des frontières ouvertes, et les aides à la production végétale (pour le vin) visent à atténuer des « évolutions extraordinaires » qui n'ont pas lieu. Il serait plus juste de dire que l'offre pléthorique de vin a des causes structurelles.

Les arguments avancés par la minorité du Conseil national, qui ont prévalu, sont aussi intéressants. La minorité expliquait vouloir augmenter les paiements directs généraux pour éviter une baisse des subventions agricoles. En réalité, le projet du Conseil fédéral ne diminue pas les contributions, mais il remanie l'enveloppe financière de globale en réduisant les contributions liées aux animaux au profit de l'économie laitière. Par ailleurs, sachant que l'année 2013 est une

année de référence pour les paiements directs à venir (2014-2017), il convient de refuser l'augmentation défendue par les minoritaires, car elle impliquera des coûts supplémentaires les années suivantes.

L'ouverture du marché créerait de nouveaux débouchés

Il faut changer de stratégie et ouvrir les marchés agricoles. Une politique agricole protectionniste et les prix artificiellement élevés qui en découlent constituent une menace existentielle pour des branches comme l'hôtellerie ou l'industrie agroalimentaire. Par rapport aux autres pays européens, ces branches supportent des coûts supérieurs, ce qui met en danger leur compétitivité. Au-delà des subventions directes en faveur de l'agriculture, les obstacles douaniers et les prix des produits agricoles élevés coûtent cher à l'économie suisse.

Comme le montre l'exemple d'Emmi, il existe des opportunités remarquables à l'étranger pour des produits agroalimentaires suisse de haute qualité, en particulier dans les économies émergentes d'Asie. Au lieu d'augmenter les budgets, la Suisse ferait mieux de garantir la compétitivité et la capacité d'innovation de son agriculture et de son industrie agroalimentaire. Le meilleur moyen est de faire une place suffisante au marché dans la politique agricole.